



## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2016/DRIEE/UT77/080  
à l'encontre de la SCP ANGEL et HAZANE, en sa qualité de liquidateur judiciaire,  
pour le site anciennement exploité par la société FECOMME MARKETING SERVICES  
situé 38 rue de la Gabrielle Prolongée, sur le territoire de la commune de CLAYE-SOUILLY (77410).**

Le Préfet de Seine et Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté n° 2016 – DRIEE Ile-de-France – 213 du 13 juillet 2016 portant subdélégation de signature de Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à ses collaborateurs ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 259 du 3 novembre 1998 autorisant la SA FECOMME QUEBECOR à poursuivre l'exploitation d'une imprimerie offset utilisant des rotatives à séchage thermique à CLAYE-SOUILLY, 38 rue de la Gabrielle prolongée, et notamment son article 6 ;

**Vu** le courrier de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 28 novembre 2011 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société FECOMME MARKETING SERVICES ;

**Vu** le courrier de la SCP ANGEL et HAZANE daté du 21 novembre 2014 précisant sa nomination en qualité de liquidateur judiciaire de la société FECOMME MARKETING SERVICES à CLAYE-SOUILLY, par jugement en date du 20 novembre 2016 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UT77/016 du 3 février 2016 imposant à la SCP ANGEL ET HAZANE des prescriptions complémentaires en matière de diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines ;

**Vu** le courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2016 de l'inspection des installations classées transmettant à la SCP ANGEL ET HAZANE son rapport E/16-n° 1505 du 1<sup>er</sup> juillet 2016, établi suite à la visite d'inspection du 27 juin 2016 et à la transmission du dossier de cessation du 15 octobre 2015, et proposant à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la SCP ANGEL ET HAZANE de respecter sous un délai maximum de deux mois les dispositions de l'arrêté n° 2016/DRIEE/UT77/016 du 3 février 2016 ;

**Vu** le courrier de réponse de la SCP ANGEL ET HAZANE en date du 11 juillet 2016 ;

**Considérant** qu'au cours de l'inspection du 27 juin 2016, le propriétaire foncier du site, la SAS IMMOBILIERE GABRIELLE, a informé l'inspection des installations classées que, suite à la modification du PLU de la commune de CLAYE-SOUILLY prévue à l'automne 2016, le terrain changerait d'usage et serait vendu à un promoteur immobilier ;

**Considérant** qu'à ce jour, aucun diagnostic environnemental du site n'ayant été réalisé par la SCP ANGEL et HAZANE, en sa qualité de liquidateur judiciaire, la compatibilité entre l'état des sols et l'usage futur envisagé ne peut pas être vérifiée ;

**Considérant** que la société SCP ANGEL et HAZANE n'a pas satisfait dans les délais impartis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UT77/016 du 3 février 2016 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La SCP ANGEL et HAZANE, sise 49/51 avenue du Président Salvador Allende à MEAUX (77100), en sa qualité de liquidateur judiciaire pour le site de la société FECOMME MARKETING SERVICES situé 38 rue de la Gabrielle Prolongée à CLAYE-SOUILLY (77410), est mise en demeure de respecter **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté** les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UT77/016 du 3 février 2016 imposant des prescriptions complémentaires en matière de diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines.

### **ARTICLE 2 – Sanctions**

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 – Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la SCP ANGEL ET HAZANE.

### **ARTICLE 4 – Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de CLAYE-SOUILLY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

### **ARTICLE 5 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 6 – Exécution**

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le Sous-Préfet de TORCY,
- M. le Maire de CLAYE-SOUILLY,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SCP ANGEL et HAZANE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 26 juillet 2016

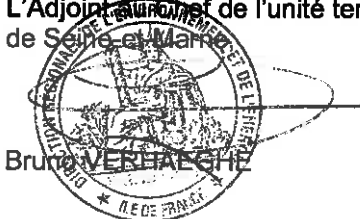
*Le Préfet,*  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur empêché,  
L'Adjoint au Chef de l'Unité territoriale  
de Seine-et-Marne

Bruno VERHAEGHE



Pour ampliation

*Le Préfet,*  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation,  
L'Adjoint au Chef de l'unité territoriale  
de Seine-et-Marne



#### **DESTINATAIRES :**

- La SCP ANGEL et HAZANE,
- M. le Sous-Préfet de TORCY,
- M. le Maire de CLAYE-SOUILLY,
- M. le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- M. le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE).

